

FAITS SAILLANTS

- La crise humanitaire s'aggrave en Centrafrique. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires pour l'année 2018, 2,5 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire.
- Le début de la saison de la transhumance marque une augmentation des incidents sécuritaires et par conséquent une détérioration de la situation humanitaire dans les villes et villages situés le long des couloirs de transhumance.
- La recrudescence de la violence et les attaques contre leurs installations poussent les acteurs humanitaires à se retirer des régions où les populations ont un grand besoin d'assistance.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	600 250
# de réfugiés centrafricains	518 196
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,4 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

497,3 millions \$
Requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

168,5 millions \$

Soit 34% des fonds ont été mobilisés dans le cadre du HRP à la fin novembre.

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rendre compte de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les gaps et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Au sommaire

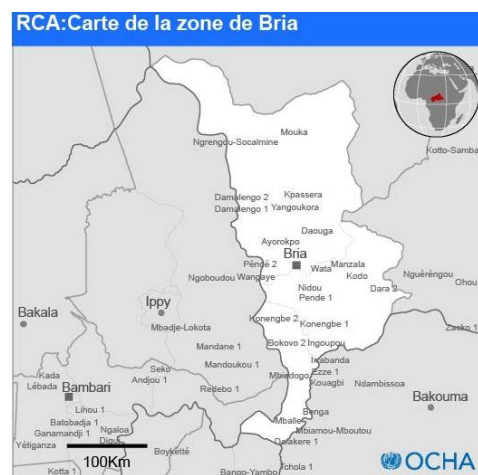
- 2,5 millions de Centrafricains ont besoin d'une aide humanitaire P.1
- L'allocation du Fonds humanitaire permet un début de réponse à Mobaye P.3
- Journée Mondiale de l'Enfance : Quand les enfants prennent le pouvoir P.4

2,5 millions de Centrafricains ont besoin d'une aide humanitaire

Un aperçu des besoins humanitaires

La crise humanitaire en Centrafrique est l'une des plus aigües au monde. L'Aperçu des besoins humanitaires 2018, développé ce dernier trimestre et basé sur l'analyse des vulnérabilités, observe que 2,5 millions de Centrafricains ont besoin d'une assistance humanitaire. Ce total est en augmentation comparé à fin 2016 où la population dans le besoin était estimée à 2,2 millions de personnes. Parmi les populations affectées fin 2017, 589 090 personnes en situation d'urgence ont des besoins humanitaires critiques. Plus d'1,79 million de personnes ont des besoins aigus liés à des vulnérabilités chroniques et 135 428 personnes ont des besoins humanitaires d'appui au retour, la réintégration et la réinstallation. La République centrafricaine continue donc de traverser une crise complexe pour laquelle l'action humanitaire doit, plus que jamais, être mise en œuvre dans le respect des principes fondamentaux qui la guident et de la centralité de la protection.

Résurgence de la violence à Bria



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

A Bria, chef-lieu de la préfecture de la Haute Kotto, les tensions menacent à nouveau la ville depuis le début du mois de novembre 2017 avec la reprise des affrontements entre les groupes armés le long des axes Bria-Ouadda (nord) et Bria-Ippy (sud). Une mission humanitaire indique que, les villages et hameaux sont désertés jusqu'à 29 km de Bria sur la route de Ouadda. La majorité a été pillée et brûlée au cours des affrontements. La population civile s'est réfugiée à Bria, dans les rares villages épargnés les plus proches ou encore en brousse. Dans quelques autres localités, la seule présence humaine se résume à celle de groupes armés. Dans cette zone, deux centres de santé et les écoles ont été fermés faute de personnel et de médicaments.

Les populations, dont les femmes et les enfants, qui ont eu la vie sauve manquent de tout. Leur situation est extrêmement préoccupante car la violence empêche un accès vers cette population en détresse sur les axes.

Il y a sept mois, en mai 2017, un cycle de violence avait entraîné plus de 41 000 déplacés à Bria, soit la grande majorité des habitants de la ville.

Le principal site de déplacés, celui de PK3, a vu sa population augmenter de manière fulgurante. De 26 747 déplacés internes à la fin du mois de septembre, ils sont désormais 35 000 aujourd'hui, soit une augmentation de près de 20%. La présence visible d'éléments d'un groupe armé qui auraient érigé une base au sein du site constitue un frein de taille à la provision d'aide humanitaire et un obstacle majeur à la protection des civils. Cette violation du caractère neutre et civil du site est constamment dénoncée par la communauté humanitaire et l'engagement avec l'ensemble des parties concernées se poursuit à ce sujet.

Dans un contexte où la situation sécuritaire continue de se détériorer, les acteurs humanitaires déplorent les intrusions devenues récurrentes de membres de groupes armés dans l'enceinte de l'hôpital de Bria. Ces éléments interdisent l'accès à l'hôpital à leurs adversaires blessés en proférant des menaces à leur encontre ainsi qu'au personnel soignant.

Violations du Droit international humanitaire

Selon le Droit international, « les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couches ne pourront, en aucune circonstance, être l'objet d'attaques ; ils seront, en tout temps, respectés et protégés par les Parties au conflit ».

L'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève est applicable aux conflits armés non internationaux et stipule que « Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue ». Par conséquent, les groupes armés doivent se conformer à leurs obligations internationales, à savoir traiter et soigner « avec humanité par la Partie au conflit qui les aura en son pouvoir, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur le sexe, la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques ou tout autre critère analogue ». Par ailleurs, « Les blessés et les malades seront recueillis et soignés ».

Géographie des besoins humanitaires : exemples régionaux

A Batangafo dans la Préfecture de l'Ouham, les affrontements entre groupes armés à 5 km de la ville ont accru les effectifs des sites de déplacés. Ces derniers abritent désormais quelques 31 000 déplacés alors qu'ils n'en comptaient que 14 600 en février 2017. Apporter une réponse aux nouveaux déplacés constitue un sérieux défi car suite au dernier pic de violence, la présence des humanitaires était restée minimale à Batangafo. Le 18 novembre, une assistance alimentaire a été accordée à 31 000 déplacés. Toutefois, l'instabilité qui empêche l'accès aux champs pourrait générer de nouveaux besoins au sein de la population d'accueil. L'approvisionnement des déplacés en eau est également devenu problématique depuis le vol de la pompe qui alimentait le château d'eau. La présence dissuasive des groupes armés empêche les déplacés de puiser de l'eau à la rivière Ouham. La seule solution demeure les puits situés dans les quartiers voisins. Cependant la pression est telle qu'avec l'arrivée de nouveaux déplacés, les quantités demeurent insuffisantes.

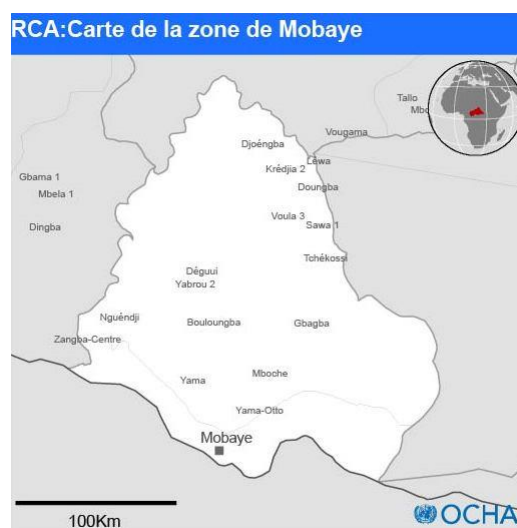
Malgré la disponibilité des intrants et la volonté des humanitaires à aller au-devant des plus vulnérables, l'insécurité constitue un frein considérable à la livraison de l'aide dans certaines zones. A titre d'exemple, dans les localités de Dimbi, Kembé et Pombolo, toutes situées dans un rayon de 100 kilomètres à l'ouest de Bangassou, l'insécurité retarde le démarrage de la réponse humanitaire pour plus de 20 000 personnes.

Plus à l'Est, la situation humanitaire dans les villes de Zémio (Haut Mbomou) et de Démbia (Mbomou), demeure très alarmante alors que les humanitaires peinent à y accéder en raison du niveau d'insécurité. A Démbia, suite aux combats, une grande partie de la ville a été incendiée et la quasi-totalité de la population, plus de 10 000 personnes, s'est enfuie vers la ville de Rafaï (75 Km à l'ouest). A ce jour, les déplacés bénéficient de l'aide des familles hôtes mais cette situation ne saurait perdurer sans une assistance humanitaire à la mesure des besoins.

A l'Ouest, les villes et villages situés le long des couloirs de transhumance sont également menacés par les groupes armés. En ce début de saison pastorale, les taxes prélevées sur le bétail et l'érection de barrières douanières illégales constituent une source de revenus conséquente.

Le vol de bétails, plus particulièrement, attisent les rivalités entre les groupes armés et exacerbent le niveau de violence. A l'arrivée des groupes armés, la population n'a parfois plus d'autre choix que de s'enfuir vers d'autres localités ou vers la brousse. Les mouvements de population incessants constituent un véritable défi pour les acteurs humanitaires qui doivent adapter leur capacité de réponse non seulement aux déplacements mais aussi à l'augmentation des besoins.

L'allocation du Fonds humanitaire permet un début de réponse à Mobaye



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

En avril 2017, une enquête nutritionnelle menée par l'ONG Agence Humanitaire Africaine (AHA) dans la sous-préfecture de Mobaye avait révélé un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 17,9% et de malnutrition aiguë sévère (MAS) de 4,2% tous deux supérieurs au seuil d'urgence recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur les 11 structures de santé recensées dans la sous-préfecture, 9 n'étaient plus fonctionnelles.

La sous-préfecture de Mobaye subit les contrecoups des affrontements qui opposent des groupes armés depuis mai 2017. Ces derniers avaient provoqué des déplacements de population importants, dont une grande vers la République démocratique du Congo (RDC). 4 278 personnes qui n'ont pas quitté la ville de

Mobaye se sont regroupées au sein de la paroisse protestante dans des conditions d'hygiène désastreuses. Leurs conditions de vie se sont considérablement dégradées depuis le début des affrontements. Les rares structures de santé ne parvenaient plus à offrir des soins aux déplacés par manque des intrants médicaux et de personnel, une grande partie des professionnels de santé s'étant réfugiée en RDC.

La violence est constante et le climat d'insécurité qui prévaut dans la ville et ses environs ne permettent pas aux déplacés d'accéder ni aux champs ni aux rares endroits où ils pourraient se ravitailler. Les activités commerciales sont à l'arrêt.

Le 19 octobre dernier, une alerte sur une situation nutritionnelle préoccupante au village de Langandji (22 km de Mobaye) a fait état de la présence de 225 cas d'enfants malnutris et de cas d'enfants qui seraient décédés des complications liées à la malnutrition. Une mission d'intervention d'urgence et d'évaluation rapide de la situation sanitaire et nutritionnelle planifiée par les équipes d'AHA, de Cordaid et du District sanitaire est depuis retardée en raison de l'insécurité qui prévaut dans cette zone.

Dans le cadre de l'allocation de la réserve du Fonds humanitaire pour la Centrafrique, AHA a reçu depuis octobre 2017 une dotation de 320 000 dollars pour la mise en œuvre d'un projet de nutrition et santé dans cinq structures sanitaires. Sur une durée de trois mois, l'objectif est de contribuer à la réduction du taux de mortalité et morbidité liés à la malnutrition aiguë sévère et aux maladies courantes chez les enfants entre 0 à 59 mois, femmes enceintes, allaitantes, populations hôtes, déplacées et retournées. Une fois les intrants acheminés sur le terrain avec l'appui de Cordaid, les activités de prise en charge nutritionnelle et sanitaire ont commencé à être exécutées par AHA et le District sanitaire de Mobaye.

A Mobaye, depuis le début de la mise en œuvre du projet, les unités nutritionnelles thérapeutiques sont opérationnelles (UNT) à l'hôpital de District de Mobaye pour les enfants malnutris avec complications et une Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire (UNTA) a également été mise en place au Centre de santé urbain de Mobaye et au village de Bangui-Kette (axe Mobaye- Zangba) pour les enfants malnutris sans complications.



©AHA. Une équipe de AHA en consultation dans une des formations sanitaires de Mobaye

Parallèlement, 14 agents de santé issus des différentes formations sanitaires de Mobaye ont été formés sur les protocoles de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) et de l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), la prise en charge des urgences médicales, des pathologies courantes et chroniques non transmissibles. En outre, 30 Relais communautaires ont été formés sur la sensibilisation, le dépistage, le référencement des cas de la malnutrition. Leur mission est d'assurer le suivi des cas à domicile, la promotion de l'ANJE et de l'éducation à la santé.

Dans toutes les infrastructures de santé rouvertes, des intrants nutritionnels, des médicaments et du matériel de soins ont été livrés et stockés pour la durée du projet.

A ce jour, trois formations sanitaires sur les cinq ciblées par le projet sont à nouveau fonctionnelles à Mobaye. Les deux installations restantes n'ont pas encore pu bénéficier de l'appui du projet en raison de l'insécurité qui règne dans les quartiers où elles se trouvent. Elles devraient recevoir le même type et niveau de soutien dès que la situation sécuritaire connaîtra une amélioration.

Le projet de santé et nutrition va permettre de soigner au moins 12 000 personnes dont 2 000 enfants à Mobaye. A ce jour, plus de 800 enfants ont reçus des soins appropriés dans les UNTA opérationnelles.

Journée Mondiale de l'Enfance : Quand les enfants prennent le pouvoir

Lundi matin, 20 novembre 2017, le collège Saint Charles de Bangui est en ébullition : le cortège officiel du Premier Vice-Président de l'Assemblée Nationale vient de faire son entrée dans la cour. Il vient chercher Sandra Guipi, élève en classe de cinquième et lauréate du concours d'écriture « Si j'étais Président », organisé par l'UNICEF en partenariat avec la radio Ndeke Luka.



©UNICEF RCA. Sandra Guipi, dans le bureau du Président de l'Assemblée nationale pour finaliser le message à livrer aux Députés.

La récompense pour la jeune gagnante, dont la lettre a remporté les suffrages des auditeurs de radio Ndeke Luka : Sandra devient, symboliquement, Présidente de l'Assemblée Nationale pour la Journée Mondiale de l'Enfance.

Une opération qui fait partie de la campagne internationale lancée par l'UNICEF afin de promouvoir la « prise du pouvoir » par les plus jeunes, en cette Journée spéciale. Tout le décorum y est présent : à l'arrivée de Sandra, le Président de l'Assemblée Nationale Abdou Karim Meckassoua quitte son bureau pour aller s'asseoir dans l'hémicycle en compagnie des autres députés. Sandra fait son entrée dans l'hémicycle, invite les parlementaires à s'asseoir, sonne la cloche qui indique le début de la séance.

Au départ très amusés, les députés ont par la suite écouté avec gravité le message que la jeune Présidente leur a délivré, son « programme » pour les enfants centrafricains : pouvoir accéder à l'éducation, à la santé, pouvoir vivre en paix et en sécurité. Sandra a également appelé les autres enfants à prendre leur avenir en main : « chacun doit planter un arbre dans sa jeunesse pour pouvoir vivre à l'ombre dans sa vieillesse, on ne doit pas mendier l'ombre d'un autre vieillard ». A l'issue de ce discours, très applaudi par les députés, le Président de l'Assemblée Nationale a repris sa place, en demandant à tous de garder en mémoire ces paroles d'enfant : « C'est un appel aux adultes, un appel aux militaro-politiques, c'est un appel surtout aux pouvoirs publics », a-t-il déclaré.

La voix des enfants centrafricains a donc résonné dans l'hémicycle, mais en cette journée particulière elle a aussi porté bien au-delà des frontières du pays. En effet, Graciela Elsie Ouakabo, 16 ans, avait été choisie pour participer à la célébration de la Journée au siège des Nations Unies à New York.



Devant le Secrétaire général Antonio Guterres, qui présidait la cérémonie, Graciela a raconté comment elle avait été enrôlée au sein d'un groupe armé alors qu'elle n'était encore qu'une petite fille, comment elle s'en était sortie et comment elle espérait la paix pour l'avenir. Graciela, qui vit à Bangui et est originaire de Nola, a également rencontré de nombreux diplomates, elle a pu dialoguer, via Twitter, avec des internautes du monde entier.

Enfin, la Journée Mondiale de l'Enfance, a été célébrée dans les écoles centrafricaines : à Bangui, Bossangoa et Kaga Bandoro, des élèves se sont organisés pour « prendre le pouvoir » et remplacer leurs enseignants le temps d'une leçon sur la Convention internationale des Droits de l'Enfant.

Une association locale en appui aux femmes de l'Ouham

En 2002, les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Péné, situées au nord de la Centrafrique, avaient servi de base arrière à des groupes armés. Les champs, les récoltes et les biens avaient été pillés ou incendiés. La population ne pouvait plus vaquer à son activité principale, à savoir l'agriculture et l'élevage, car privée de tout mouvement. La ville de Batangafo n'avait pas été épargnée. Jusqu'en 2006, aucune organisation humanitaire n'était encore déployée dans cette région. Les habitants de la zone ont alors mis en place un système d'entraide au travers de coopératives agricoles.

La mutualisation des efforts devait permettre à chaque membre de reconstruire un capital et relancer ses activités agricoles. Afin de promouvoir ce genre d'initiative, l'Association des femmes rurales de Batangafo pour le développement (AFRBD) a été créée en décembre 2006. Parce que les femmes et les enfants ont été les plus affectés par la crise, la mission de l'AFRBD était de mettre en place une structure capable de renforcer leur résilience.

Rassemblées au sein de l'association, les femmes membres ont été initiées à la transformation du karité (beurre et huile). Les revenus des ventes des produits transformés permettaient de prendre en charge les besoins de la famille. Cette nouvelle source de revenus a été une bouffée d'oxygène pour les ménages les plus vulnérables, notamment ceux où la mère était l'unique chef de famille.

Là où l'accès aux champs était impossible à cause de l'insécurité suite aux affrontements entre groupes armés, l'ONG a mis en place des projets agricoles. De janvier à avril 2017, avec l'appui du Programme alimentaire mondiale (PAM), elle a distribué des vivres et des semences vivrières ainsi que des outils maraîchers à 1500 personnes déplacées à Kabo, Batangafo et Markounda dans la préfecture de l'Ouham.

La commercialisation d'une partie de la récolte a généré un bénéfice qui a servi aux bénéficiaires à relancer des activités génératrices de revenus (AGR). Ce gain a aussi permis de relancer les tontines, un système d'épargne basé sur des cotisations de ses membres.

Cependant, au mois de septembre avec les nouvelles violences qui ont eu lieu dans cette région, les champs ont été à nouveau détruits et les cultivateurs, une nouvelle fois, ont dû chercher refuge ailleurs.

L'AFRBD a pu apporter un soutien à 2 000 déplacés accueillis dans des familles hôtes à Bangui. Parmi eux, 418 ont reçu des kits d'articles non alimentaires, des kits d'hygiène pour les femmes et des vivres. Avec l'appui de l'UNICEF, 600 enfants en âge scolaire ont été inscrits à l'école.

L'insécurité créée par la présence des groupes armés demeure un défi majeur pour les activités de l'AFRBD qui a vu ses installations de Batangafo, pillées en juin 2017. A plusieurs reprises, l'ONG AFRBD a été empêchée, par des hommes armés, de porter assistance aux personnes vulnérables. Entre septembre 2016 et janvier 2017, le manque d'accès à Kouï a entravé les activités de l'AFRBD.

Les partenaires financiers et techniques de l'AFRBD sont : FAO, PAM, PNUD, UNICEF, UNFPA, War child UK et DRC. Le siège national de l'ONG AFRBD se trouve sur l'avenue de France à Bangui. Contactez l'ONG AFRBD aux adresses suivantes : Tél : +236 75 20 26 64 ou +236 77 10 00 34. E-mail : ongafbrd@hotmail.com

Bonnes nouvelles

Accès humanitaire. Les autorités locales de Bocaranga et de Kouï avec l'appui de la plateforme interreligieuse, des leaders de la jeunesse ainsi que des ONG nationales, ont lancé une nouvelle approche pour favoriser la coexistence pacifique entre communautés et le règlement pacifique des différends. Cette initiative vise à promouvoir la libre circulation et à contribuer à favoriser des conditions de sécurité plus propices à l'action humanitaire. Une amélioration de l'accès humanitaire est déjà perceptible dans la zone Bocaranga et Kouï depuis la fin du mois d'octobre.



Réponse humanitaire. Du 20 au 25 novembre, Cordaid et Caritas ont lancé deux projets d'éducation d'urgence ciblant 69 écoles primaires publiques sur les 118 existantes dans le Nord-Ouest de la préfecture de l'Ouham Pendé. Plus de 35 000 élèves pourraient en bénéficier et environ 250 enseignants recevront de primes d'encouragement. Une dizaine d'écoles seront réhabilitées et toutes les associations des parents d'élèves des écoles ciblées seront restructurées.

Retour des déplacés. Selon les autorités locales à Bakala, 7 516 personnes y sont retournées, soit 72%, sur une population totale estimée à 10 483 habitants. Cette localité a été le théâtre d'affrontements entre groupes armés entre décembre 2016 et janvier 2017. Ce retour a été motivé par le renforcement de la sécurité dans cette localité qui a conduit à une certaine accalmie. Les habitants de Bakala s'étaient déplacés à Grimari, à Bambari, à Yamalet et à Togo. Cette dynamique de retour est suivie et accompagnée par les acteurs humanitaires dans le cadre de l'appui à la réhabilitation des maisons et des points d'eau, à la santé et à la protection.

En bref



élèves du Lycée de Miskine.

L'Equipe humanitaire pays en RCA prend une part active aux actions de sensibilisation des femmes et des filles mais aussi des hommes et des garçons menées à l'occasion des 16 jours d'activisme de la campagne mondiale contre la violence basée sur le genre (VBG), du 25 novembre au 10 décembre. Elle organisera le 6 décembre un débat avec les étudiants de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Bangui et un jeu concours le 7 décembre avec les

Le saviez-vous ?

Vous avez dit « Humanitarian ID » ?

En cas de crise ou de catastrophe naturelle, la population locale, les acteurs nationaux et internationaux essaient de mettre en place une réponse pour aider ceux qui sont dans le besoin. Leur travail devient bien plus facile s'ils peuvent entrer en contact les uns avec les autres et avoir accès à l'information. Cependant, dans le contexte d'une crise, savoir qui fait quoi et où et contacter les bonnes personnes devient extrêmement difficile. Humanitarian ID est la solution. Cette application de gestion des contacts met en relation tous ceux qui interviennent dans les crises humanitaires ou les catastrophes naturelles. Avec ce réseau d'acteurs humanitaires, il est plus facile et rapide de communiquer, même au pic d'une nouvelle urgence.

Pour plus d'information, visitez le site : <https://humanitarian.id/> ou contacter notre Webmaster : Lionel Prince Doubane Tel : +236 70 85 75 90 ; Email : doubane@un.org

Le tweet du mois Suivez-nous sur @OCHA_CAR



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séné, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |